

## **MEETING D'ANGERS, 1er MARS 2012**

### **Discours de François BAYROU**

#### **[Seul le prononcé fait foi.]**

Peut-être entendrez-vous ce soir dans ma voix que je suis non seulement très heureux, mais un peu ému de votre présence si nombreuse. C'est pourquoi je voudrais adresser mes premiers mots aux 500 ou 600 des nôtres qui sont restés à l'extérieur de la salle parce qu'ils n'ont pas pu, pour des raisons de sécurité, nous rejoindre. Je veux leur dire que je reviendrai dans la région et que je tiendrai meeting à Nantes avec vous tous avant le premier tour de cette élection présidentielle.

Je suis ému parce que le sentiment qui est le mien ce soir et celui de beaucoup d'entre vous, c'est que c'est une famille qui se rassemble, une famille qui a des liens entre les personnes, un socle de valeurs qui ne ressemble à aucun autre, notre famille qui a traversé dans les années qui se sont écoulées des moments difficiles, des moments de dispersion, chacun choisissant le chemin qu'il croyait le meilleur. Je suis très heureux que le choix que j'avais fait, difficile, par moment ardu, le choix de l'indépendance que je croyais le seul possible pour une famille du centre fasse que, ce soir, nous nous retrouvions tous ensemble. Je voudrais les saluer.

Je salue Emmanuelle Bardin, Conseillère régionale, Elisabeth Doisneau, Conseillère régionale, Olivier Deschanel, Conseiller régional, Dominique Richard, et Laurent Gérard qui s'est exprimé avant moi à cette tribune, je salue Jean Arthuis, Président du Conseil général de la Mayenne et Sénateur, je salue François Zocchetto, Président du groupe de l'Union centriste au Sénat, je salue Joël Guerriau, Sénateur de Loire-Atlantique, je salue Jean-Claude Merceron, Sénateur de Vendée, je salue Jacqueline Gourault, Sénateur du Loir-et-Cher, je salue Marielle de Sarnez, Député européen, je salue Yann Wehring, le porte-parole de notre campagne électorale qui a été, comme vous le savez, le premier responsable de l'écologie en France ces dernières années, je salue les Conseillers généraux du département, je salue Gilles Grimaud, Maurice Perrion, Jean-Pierre Chavassieux, Christian Gillet venu d'Ille-et-Vilaine, je salue Jean-Marc Servant... Merci à tous de votre présence sous la houlette de Marc Fesneau notre Secrétaire général qui a organisé cette rencontre. Permettez-moi de dire à Maurice Rigaud le plaisir que j'ai de sa présence et de son amitié. Il nous a accueillis à l'arrivée du train...

Il ne faut pas y voir une interprétation politique excessive, mais je suis très heureux que nous soyons ensemble, très heureux que nous soyons ensemble, non pas parce que cette élection aurait une importance uniquement pour la famille politique que nous formons, mais parce que la famille politique que nous formons est la seule à pouvoir

répondre à des questions cruciales pour notre pays auxquelles, pour l'instant, la campagne électorale ne permet pas de réponse.

Nous sommes les seuls dans cette élection, tous ensemble, j'en prends ma part mais seul je ne serais rien, nous sommes les seuls dans cette élection à oser poser devant le pays les problèmes qui ne sont pas autre chose que ceux de son redressement, j'allais presque dire ceux de sa survie, qui sont aujourd'hui absolument ignorés par la campagne électorale et par ceux qui en sont les protagonistes et, paraît-il, les favoris.

Je dis que cette campagne électorale, telle qu'elle est menée par le candidat du Parti socialiste et le candidat de l'UMP, trahit l'intérêt véritable des Français parce qu'elle conduit les Français à ne pas regarder en face les problèmes qui sont les leurs. On ne parle plus du déficit, on ne parle plus de la dette, on ne parle plus du chômage, on ne parle plus de l'effondrement du pouvoir d'achat des familles. Tout cela a disparu. Ne restent que les promesses multipliées à coût de dizaines de millions, centaines de millions et milliards, que les candidats de la continuité de l'échec sont tous les soirs en train de proposer aux Français, comme si nous en avons les moyens, alors que tout le monde sait que ce n'est pas le cas et que ce n'est pas la vérité.

Notre mission dans cette campagne électorale est d'une clarté aveuglante. Nous sommes là pour que le peuple français, le 22 avril et le 6 mai, tranche des questions sans lesquelles il continuera à s'enfoncer dans l'enlisement qui est le sien aujourd'hui, sans réponse claire le 22 avril et le 6 mai. Alors, on peut attendre pour la France une aggravation de la situation à laquelle elle est aujourd'hui amenée.

C'est d'aggravation qu'il s'agit, c'est du pire qu'il s'agit s'il n'y a pas ce mouvement de profonde conscience et de redressement, cette volonté de répondre à chacune des questions qui, depuis des années, sont restées sans réponse, cette volonté de faire de la vérité la première marche vers le redressement du pays. Nous porterons la vérité, donc nous porterons la volonté du pays le 22 avril et le 6 mai.

Voyez-vous, la France a déjà rencontré des moments de cet ordre. Ce n'est pas la première fois dans son histoire. La dernière fois que l'Histoire a noté que le pays était au bord de l'accident grave et qu'il a cependant réussi à s'en sortir en quelques mois ou en quelques années, c'est en 1958, pour des raisons extrêmement profondes qui tenaient en partie aux institutions insatisfaisantes de la quatrième République et pour partie à la gravissime conjoncture historique que l'on traversait qui était celle de l'affaire algérienne.

En 1958, le pays était dans un tel état que, comme aujourd'hui, il n'arrivait pas à vendre autant qu'il achetait. En 1958, le déficit du commerce extérieur était tel que nos finances publiques étaient à l'abandon. En 1958, il n'y a pas si longtemps, la France faisait ses fins de mois au Fonds Monétaire International, on allait frapper à la porte du FMI à Washington pour payer les fonctionnaires.

Tout le monde avait l'impression que rien n'était possible, que cela allait durer ainsi pendant des années et des années. Le discrédit qui s'attachait aux politiques était profond et blessant, aucun espoir n'apparaissait à l'horizon et le général de Gaulle lui-même apparaissait, quelques mois à peine auparavant, comme appartenant à l'Histoire et pas à l'avenir de la France.

Je rappelle toujours ce chiffre, car il est frappant. Le sondage classique qui est fait depuis la guerre sur la cote d'avenir des hommes politiques en octobre 1957 donne au général de Gaulle 1 % de cote d'avenir et, au mois de février, il est à 11 %. Au mois de mai, les Français se tournent vers lui parce qu'ils sentent bien qu'il y a là le recours et le seul recours auquel ils puissent répondre.

Ne croyez pas que je cherche de quelque manière une comparaison avec cette grande figure historique. J'ai une conscience précise de ce que sont les "grands oncles" et de ce que nous sommes, nous qui sommes des hommes d'engagements, des hommes de volonté, mais qui naturellement n'appartenons pas au même gabarit que les hommes de l'Histoire. C'est pour dire que le ressaisissement de la vie politique d'un pays en quelques semaines ou en quelques mois fait que, avec une politique cohérente, logique, de volonté, tout d'un coup, les nuages s'éloignent et, tout d'un coup, le pays apparaît à nouveau dans sa jeunesse, dans sa capacité et dans sa force. Cela s'est produit à la fin de 1958 et au début de 1959 et cela s'est produit à partir de l'expression du général de Gaulle en décembre 1958 : réellement et profondément, nous avons décidé de remettre en ordre les choses de la France, réellement et profondément, il faut que nous décidions aujourd'hui de remettre en ordre notre pays pour que sa capacité et sa créativité se déploie à nouveau.

C'est pourquoi, comme je l'ai dit en 2007, je ne prononcerai pas un discours, je ne ferai pas une intervention à la télévision, je ne parlerai pas une fois à la radio sans appeler mon pays à choisir lui-même le rééquilibrage des finances publiques sans lequel nous passons notre temps à faire des dettes sur le dos de nos enfants.

Il est honteux... je le dis aux hommes politiques actuellement au pouvoir, non pas d'emprunter, car c'est légitime d'emprunter quand on va investir, quand vous allez construire un hôpital ou une université, des laboratoires de recherche et que cet investissement sera utilisé par les générations et les générations qui viennent, là il est

légitime naturellement d'en partager la charge avec eux... mais, mes amis, emprunter pour le train de vie quotidien, emprunter pour payer les fonctionnaires, emprunter, ce sera un jour considéré comme une honte, emprunter pour rembourser les feuilles de Sécurité Sociale de nos grippes tous les mois, et bien cela, c'est inacceptable. C'est honteux, cela fera que, un jour, les doigts seront pointés sur cette génération politique en disant : "Vous n'avez pas été à la hauteur des responsabilités que nous vous avons confiées. Vous n'avez pas fait face aux responsabilités que nous avons mises entre vos mains."

Ce n'est pas rien d'être élu, ce n'est pas rien d'être choisi par les Français, ce n'est pas rien de se voir confier cette charge, parce que, lorsque les Français confient une charge comme celle-là, ils donnent à celui qu'ils mettent en place quelque chose d'infiniment précieux qui est un peu de leur vie et beaucoup de la vie de leurs enfants. Ceux qui sont capables de trahir les enfants en les couvrant de dettes, ceux-là ne sont pas dignes de la responsabilité que le pays leur a offerte.

Alors, je lis des commentaires nombreux qui disent : "Oui, d'accord, il avait raison en 2002. Oui, d'accord, il avait raison en 2007 et alors... En quoi cela le qualifie-il plus que les autres pour la fonction qu'il demande aux Français ?"

Mes chers amis, si la vérité ne qualifie pas, gardez en mémoire qu'au moins l'erreur devrait disqualifier ! Et cette erreur, permettez-moi de le rappeler à un peuple citoyen, elle est naturellement d'abord l'erreur de ceux qui étaient en charge et qui prenaient les décisions du pouvoir, de ceux qui entourent le président de la République actuel et du président de la République actuel lui-même depuis cinq ans et du parti auquel il appartient qui est au pouvoir depuis dix ans.

Je n'exonère pas les responsables des erreurs qu'ils ont faites. Je veux vous dire que, pendant ce temps, l'opposition qui le précédait au pouvoir et qui avait fait le même type d'erreur, pendant dix ans, je ne l'ai pas entendue une seule fois dire aux Français : "Attention, le gouvernement se trompe, il dépense trop."

J'entendais au contraire, à l'Assemblée Nationale et dans la rue, la position exactement inverse, et le Parti socialiste hurler à l'Assemblée et défiler dans les rues, non pas pour que l'on dépense moins, mais pour que l'on dépense plus, pour justifier la politique irresponsable et pour dire qu'il fallait aller encore plus loin dans l'irresponsabilité.

C'est pourquoi je dis que les deux partis qui se succèdent au pouvoir sans interruption depuis des décennies sont coresponsables de la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui et que, et tant que coresponsables de la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui, ils sont en train de proposer de l'aggraver.

Nicolas Sarkozy a dit : il n'y a plus d'économies à faire, François Hollande a dit : non seulement il ne faut plus faire d'économies, mais il faut dépenser 23 milliards ! Vingt-trois mille millions d'euros supplémentaires pour aggraver encore la situation du pays.

Moi je vous dis qu'il faut avoir le courage de regarder en face le peuple qui nous fait confiance et lui dire : oui, en France, il va falloir pendant deux ans réduire la dépense publique et rééquilibrer avec des prélèvements, qui seront modérés j'espère, mais en tout cas qui supprimeront le déficit du pays parce que c'est à partir du moment où nous aurons supprimé le déficit du pays que nous pourrons enfin nous attaquer au poids écrasant de la dette et libérer nos enfants de la sujétion dans laquelle nous, les générations au pouvoir, les avons enfermés.

Ayant parlé du déficit et de la dette en responsable civique, c'est-à-dire en citoyen responsable, je propose que l'on remonte en amont aux responsabilités, à la cause de la situation qui a ainsi été créée.

Pourquoi est-ce que notre peuple, plus que d'autres, a été obligé de s'enfoncer ainsi dans le surendettement et vous savez aussi ce qu'est le surendettement pour les familles. Je sais comment se sentent enfermés ceux qui y sont soumis. Je sais les regards qui se baissent. Je sais ce que c'est de ne pas ouvrir la porte quand on sonne parce qu'on craint que ce ne soit l'huissier. Je sais quand on n'ose pas dire aux enfants que l'on craint d'être expulsé de son logement et je sais ce que c'est que d'avoir toujours à chercher un crédit supplémentaire pour payer le crédit précédent. Je sais ce que c'est le crédit revolving. Vous aussi, vous le savez. Peut-être dans les cercles de pouvoir l'ignore-t-on, mais dans la vie de tous les jours, on sait le nombre des familles qui se comptent par millions qui sont soumises à cette malédiction.

Jean Arthuis a raison de le dire, la situation d'une nation surendettée est aussi grave que celle d'une famille surendettée et le courage consiste à dire que, pour retrouver son indépendance, il faut se libérer du surendettement.

Pour cela, il faut se poser la question des causes.

Je vais vous dire la conclusion à laquelle chacun d'entre nous, Jean Arthuis et moi-même et Jean Peyrelevade, et Anne-Marie Idrac, et Alain Lambert qui ont tous occupé des responsabilités gouvernementales dans le domaine de l'économie et dans celui de l'industrie, sommes arrivés tous, sans nous concerter, en suivant chacun notre propre chemin et notre propre expérience.

Nous sommes arrivés à la situation où nous avons été obligés de nous endetter sans cesse parce que nous ne pouvions pas soutenir le train de vie du pays. Et nous ne

pouvions pas le soutenir parce que nous avons perdu une bataille formidable : nous ne produisons plus en France ce qu'il nous faut pour notre marché, pour notre consommation, nous sommes incapables de produire pour l'exportation. Et donc tous les ans et tous les mois, voilà que s'effondre notre balance commerciale, c'est-à-dire, pour parler simplement, pas en statistiques, mais en vérité humaine, tous les mois et tous les ans, nous sommes obligés de sortir des milliards et des milliards des ressources du pays pour aller alimenter l'économie des pays qui nous entourent.

Jean Arthuis a dit comme cela le chiffre, en passant, je vais le redire après lui, mais sans passer trop vite.

L'an dernier en 2011, le déficit de la France en commerce, qui l'obligeait d'acheter beaucoup plus qu'elle ne vend, a été de soixante-dix milliards. Alors, mesdames et messieurs, moi qui suis le créateur, le président, le seul membre pour l'instant, mais cela ne va pas durer, de l'Association pour la défense et la promotion du calcul mental en France, j'ajoute -le sigle est un peu plus long- et la mise en prison pendant quelques jours de ceux qui l'ont laissé tomber... en prison gentille, cellule VIP, service complet... mais au pain sec et à l'eau quand même si l'on veut qu'ils n'oublient pas trop vite la faute qu'ils ont faite contre le pays... 70 milliards, c'est soixante-dix mille millions d'euros et, soixante-dix mille millions d'euros, c'est la totalité du salaire annuel charges comprises de trois millions de Français.

Voyez que, quand on traduit les chiffres en vies humaines, cela fait peur. Parce que nous ne produisons plus chez nous, nous prenons sur les ressources du pays l'équivalent de trois millions de salaires annuels chargés et nous l'apportons à l'économie des pays qui nous entourent. Oh pas seulement l'économie de la Chine, ce serait trop pratique ! On aurait l'explication : ce serait la faute des autres ! Mais, mes chers amis, l'essentiel de ce que l'on nous vend et que nous ne savons plus produire, ce n'est pas avec la Chine que nous l'obtenons, c'est avec les pays qui nous entourent, nos plus proches dans la zone euro, avec les Pays-Bas, avec la Belgique, avec l'Italie, avec l'Allemagne bien sûr parce que, dans le temps où nous faisons soixante-dix milliards de déficit, l'Allemagne fait cent soixante milliards d'excédents, c'est-à-dire que ce pays voisin, ami, qui était derrière nous il y a huit ans, s'enrichit chaque année de cent-soixante mille millions d'euros, alors que nous nous appauvrissons chaque année de soixante-dix mille millions d'euros.

Si ceci n'est pas une préoccupation pour notre pays, une urgence pour notre pays, une hémorragie pour notre pays, alors de quoi allons-nous devoir nous inquiéter ? Si nous ne voyons pas l'urgence qui est ainsi placée devant nous, alors qu'allons-nous voir ?

Je dis que notre pays est en situation de non-assistance à pays en danger si, pendant une campagne électorale comme celle-là, les principaux candidats ignorent absolument la principale blessure dont nous souffrons, le principal affaiblissement dont notre pays est frappé.

Et donc la question, c'est bien celle-là.

La première mission de la campagne électorale est de rétablir les comptes sans lesquels nous allons être ruinés en surendettement d'ici quelques mois.

Ne vous trompez pas, je dis cela à voix basse, si le résultat de cette élection présidentielle faisait que ceux dont nous parlons étaient élus, alors vous verriez que la France risquerait de se trouver en quelques semaines en défaut de crédit car, quand un pays choisit d'aller exactement à l'inverse de la situation qui devrait lui être dictée, ne serait-ce que par les chiffres, il s'expose à être montré du doigt dans le monde des investisseurs et, lorsque les investisseurs n'ont plus confiance, il se passe une chose très simple, les taux d'intérêt explosent.

Cela s'est passé en Italie, en Espagne, cela a outrageusement explosé en Grèce, cela a explosé au Portugal. Prenez garde, prenons garde, tout ceci est enregistré, on gardera la trace de ces affirmations, que cela n'explose pas chez nous et donc les campagnes irresponsables sont pour un pays des campagnes dangereuses.

Nous, nous prenons le taureau par les cornes et nous disons : "Nous allons créer à la force du poignet -et ce ne sera pas facile tous les jours- les conditions pour que, de nouveau, on produise en France, que notre pays redevienne le pays producteur qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être : production agricole, production industrielle, production artisanale, production culturelle, production dans le domaine du numérique, tout ce qui est création et proposition de produits à l'extérieur, tout cela nous allons le réhabiliter.

Cela demande un grand effort et je voudrais vous rendre attentifs à ce que cet effort doit être, à partir d'une réflexion.

Si j'interroge la salle et tous ceux qui sont là sur ce que sont les fleurons de la production française, on va faire tous la même liste : Airbus, la fusée Ariane, le TGV, le nucléaire- technologiquement on peut discuter du sujet- les hélicoptères dans ma région... Tout cela, ce sont les fleurons, l'illustration de la réussite de la France.

Mes chers amis, tout cela, ce sont des programmes qui ont été lancés en France dans les années 60 ! Il y a cinquante ans la majorité de la salle n'était pas née, il y en a quelques-uns qui étaient nés, mais pas depuis longtemps...

Cette constatation dénonce quelque chose d'extrêmement important et d'extrêmement urgent, c'est qu'un pays comme la France doit retrouver le sens et la force d'une stratégie nationale, pas une stratégie de l'État tout seul, comme dans les années 60, il n'a plus les moyens, il n'a plus la force, mais au moins la capacité d'asseoir autour de la table tous ceux qui sont les responsables de la production dans notre pays, les entreprises, les petites entreprises, les moyennes entreprises, les grandes entreprises, les représentants d'organisations de salariés.

Je prenais mon petit déjeuner cette semaine avec les principaux responsables des plus grandes organisations syndicales françaises, avec M. Thibault avec M. Chérèque, avec les représentants des autres, je n'ai pas encore fini le tour mais je vais le finir, et je leur ai dit : "Est-ce que quelquefois il vous est arrivé, dans votre vie, que l'on vous demande, comme cadres, comme travailleurs, comme commerciaux, votre avis sur la filière dans laquelle vous êtes engagés ? » Et ils m'ont dit : "Pas une seule fois !".

Quand je regarde la situation de l'Allemagne par rapport à cette situation de la France, alors je constate que l'Allemagne est un pays dans lequel ce que l'on appelle « la cogestion », l'association des travailleurs à l'avenir de l'entreprise, à l'avenir de la filière et à l'avenir de la branche, fait que des décisions courageuses sont envisagées à l'avance et que ces décisions sont prises.

Un seul exemple : en 2005, Volkswagen et Renault fabriquaient le même nombre de voitures en France et en Allemagne : 1 200 000 voitures à l'époque. Il n'y a pas longtemps, il y a sept ans. Cette année, Renault a baissé sa production en France de 1 200 000 à 440 000 véhicules et Volkswagen a augmenté sa production en Allemagne de 1 200 000 à 2 100 000 véhicules. 2 100 000 pour les uns, 440 000 pour les autres !

Permettez-moi de vous dire : si l'on ne voit pas, dans ces chiffres, la description précise de ce qui est en train de nous arriver dans notre pays, simplement parce que la manière dont nous conduisons nos entreprises, la manière dont nous y associons les salariés et leurs instances est insuffisante, alors on ne voit pas le mal français.

Moi je vais vous dire ceci que certains trouveront peut-être outrancier : une entreprise, cela n'appartient pas qu'à ses actionnaires, une entreprise appartient aussi à ses salariés et il faut faire le chemin nécessaire pour que cela devienne une réalité. Pardonnez-moi de dire qu'une entreprise, cela appartient un tout petit peu aussi au territoire sur lequel elle est installée, au bassin d'emploi sur lequel elle fait vivre, mais dont aussi elle vit.



Cette conception nouvelle, cette révolution dans la conception de l'entreprise, énoncée aussi simplement que je viens de le dire, une entreprise n'appartient pas qu'à ses actionnaires, elle appartient aussi à ses salariés et un peu aussi au territoire sur lequel elle est installée. Cela doit entraîner un changement de la gouvernance des entreprises.

C'est pourquoi nous proposons que les salariés soient désormais représentés au Conseil d'administration des grandes entreprises avec droit de vote de manière qu'il puisse s'exprimer sur l'avenir de l'entreprise. J'ajoute que je ne verrais que des avantages à ce qu'ils soient aussi représentés au sein des comités de rémunération qui fixent le salaire des plus hauts dirigeants de l'entreprise.

Je n'ai pas approuvé François Hollande dans la proposition improvisée qui a été la sienne l'autre soir parce que, je suis désolé de le dire, mais 75 % annoncés d'imposition sur le revenu plus un peu plus de 10 % de CSG, plus une part de l'ISF et d'autres impôts collatéraux, cela veut dire simplement que, au-dessus d'une certaine somme, on affirme que l'on va tout prendre aux personnes qui sont concernées.

Je pense que c'est une mauvaise idée et je vais défendre devant vous une démarche différente.

Pourquoi est-ce une mauvaise idée ? C'est très simple, parce que si l'on n'a plus jamais la possibilité de faire fortune en France, cela veut dire que les riches, dans l'avenir, vous pouvez les compter tous un par un, ce seront les fils de riches d'aujourd'hui et personne d'autre ne pourra accéder, ne pourra prendre le chemin vers la réussite. Je ne parlerai pas des sportifs dont, pourtant, la carrière est courte, je ne parle même pas des artistes... On a adressé des ovations à Jean Dujardin pour l'admirable succès de "The Artist", mais si vous lui dites dans le même temps que cet admirable succès, il va simplement lui être entièrement confisqué, naturellement, vous faites quelque chose qui est blessant et qui n'est pas juste, car on doit pouvoir faire le chemin vers la réussite dans notre pays. Après tout, nous admirons les États-Unis car on peut faire le chemin vers la réussite, je veux que ce soit le cas aussi en France.

Tous les enfants, de quelque milieu qu'ils viennent, j'essaierai de les persuader tous que la réussite matérielle, ce n'est pas la seule réussite et même pas à mes yeux la vraie réussite. J'essaierai de leur expliquer qu'il en est d'autres qui sont de l'ordre de l'intelligence, de la compréhension, de la générosité et qu'elles sont, à mes yeux, beaucoup plus importantes. Mais je veux qu'ils sachent que, si tel est leur choix, la réussite professionnelle peut conduire en France à des situations qui seront pour eux enviables.

Je veux que, en banlieue, on sache que l'on peut y arriver, notamment par la création d'entreprise. Si vous créez une start-up, qu'elle réussisse admirablement dans le monde du numérique ou dans le monde de la vente ou dans le monde des dessins animés ou dans le monde de la création artistique, en 5 ans, 6, 7, 8 ou 10 ans, alors vous allez avoir des bénéfices importants et ces bénéfices seront justifiés. Je trouverais injuste que tant de travail, tant de créativité et, au fond, tant de succès soient sanctionnés par la confiscation pure et simple du fruit de votre travail. Ce n'est pas la justice telle que je la conçois.

Je trouve qu'il y a là de la démagogie. Pour ceux qui sont intéressés, si vous voulez aller sur Internet, vous allez trouver d'admirables démonstrations réalisées il y a à peine 6 mois contre cette idée de taux d'imposition trop haut. C'est François Hollande qui la tient...Vous allez sur le site de Médiapart -je ne fais de publicité pour rien du tout, mais il y a tout de même des sites qui sont utiles- vous verrez que François Hollande avait expliqué que ce serait une folie de faire cela !

Alors pourquoi a-t-il fait cette folie ? Pourquoi aucun de ses collaborateurs n'en étaient-ils informés ? Il y a là-dedans un peu d'improvisation, un peu d'amateurisme, c'est-à-dire une idée de la campagne électorale qui n'est pas la mienne et qui est, je vous le confie à voix basse, exactement la même idée que Nicolas Sarkozy à chaque meeting : une idée nouvelle et qu'importe qu'elle soit incohérente, à chaque journée son annonce, à chaque moment son feu d'artifices, ce qui est le contraire de ce que je crois d'une campagne électorale fondée et puissante, une campagne qui a une ligne, une campagne qui trace des priorités, une campagne qui ne change pas de cap et qui défend au travers du temps la cohérence toujours la même, celle dont on croit qu'elle va pouvoir sortir le pays de la situation dans laquelle il se trouve.

Et donc produire, stratégie nationale, aide et soutien aux petites et moyennes entreprises dont on sait très bien qu'elles sont le tissu de l'avenir, changement des marchés publics s'il le faut pour que l'on puisse faire jouer le soutien par la commande publique et par l'argent public aux entreprises petites et moyennes. Les États-Unis ont cela depuis cinquante ans, cela s'appelle le Small Business Act, c'est-à-dire la loi qui permet de soutenir les petits en face des gros et on sait bien que, quelquefois, ils sont un peu plus chers, mais au moins c'est l'activité sur place qu'ils développent, c'est l'enracinement qu'ils défendent.

Oui, il faut défendre l'image de marque du produit en France. Vous remarquerez que je ne dis jamais "made in France". Je suis peut-être tout seul, mais je considère que ce n'est pas mal, quand on veut défendre le produit en France, de défendre aussi la belle langue -je dis cela à Angers, c'est-à-dire le plus bel accent qui existe sur le territoire

national... « et plus que l'air marin, la douceur angevine »...- qu'en défendant le produit en France, on défende aussi la langue que l'on parle en France.

Et donc, oui, je trouve qu'il est bon, qu'il est juste et nécessaire que ceux, parmi nous nombreux, qui sont des consommateurs, qui ont envie de soutenir la production savent d'où viennent les produits qu'ils voudraient acheter pour favoriser l'emploi, pour favoriser l'alimentation des caisses de Sécurité Sociale, pour favoriser les services publics dans notre pays entièrement financés à partir du produit sur notre sol.

Troisième enjeu : instruire, éduquer, former.

J'ai fortement désapprouvé les propos de Nicolas Sarkozy hier sur ce sujet. Je trouve extraordinairement choquant que des responsables publics -dont je voudrais bien voir ce qu'ils sont capables de faire devant une classe de 4<sup>ème</sup> dans un collège et pas un collège difficile, mais un collège normal du territoire français- qu'ils insinuent à longueur de meeting, dans l'esprit des gens, que les professeurs qui sont l'avant-garde de la République devant les plus grandes difficultés de la société française, sont des fainéants, qu'ils ne travaillent pas, et qu'il faut les remettre au travail avec la pointeuse, s'il le faut.

Je désapprouve, je condamne, je suis en désaccord avec cette manière de présenter les enseignants français. Je mets quiconque au défi, je dis bien quiconque au défi, d'enseigner 18 heures dans une classe de collège ou de lycée sans avoir à passer au moins un temps égal à la préparation des cours et à la correction des copies qui sont, croyez-moi, suffisamment lourdes pour que l'on ait envie de les montrer à ceux qui prononcent de tels jugements. Je suis depuis longtemps outré que les responsables publics qui devraient défendre les enseignants soient en réalité ceux qui, perpétuellement, les accablent. Alors, si je compte bien, 18 ou 19 heures multipliées par deux, on est déjà à 38 heures.

Puis, je voudrais bien que l'on me montre un professeur qui, dans son établissement, n'a pas à participer aux conseils de classes, aux réunions parents-professeurs, aux réunions avec le chef d'établissement et à passer -je suis sûr qu'il y en a dans cette salle- des heures à remplir les carnets de correspondance, d'évaluation, les bulletins scolaires. Si l'on fait cela en moins de cinq ou six heures, alors, on est un super-champion.

Il y a quelque chose que je ne comprends pas dans l'incapacité à respecter la réalité, les professeurs en France travaillent déjà beaucoup plus longtemps que les 35 heures qui sont la norme qui a été imposée à toutes les professions. Si vous voulez leur faire des bureaux pour qu'ils travaillent dans les établissements, ils seront ravis de les avoir et de les trouver, et pour autant, vous verrez ce qu'est la réalité du travail d'un enseignant français.

En revanche... maintenant les enseignants qui m'applaudissaient il y a une minute, vont me haïr dans une minute... je vais leur dire la vérité et ils me pardonneront peut-être parce que je n'ai jamais changé d'avis dans la défense de leur métier, mais je veux leur dire ceci : je ne crois pas que la question cruciale de l'Éducation nationale soit une question uniquement de moyens. Je ne le crois pas.

Je ne pense pas que 60 000 postes en plus dans une profession qui en compte un million, c'est-à-dire 6 % de plus, changent quelque chose de profond à la réussite de l'école en France. Je pense que cela peut arranger ici ou là, mais vous voyez bien que, si c'est une école de six classes, une école moyenne de six classes, dans l'enseignement primaire français, alors ce sera un emploi partagé entre trois écoles. Et je ne crois pas qu'un emploi partagé entre trois écoles de six classes change quelque chose de profond aux résultats de l'école.

En revanche, il y a un certain nombre de choses dont je sais qu'elles changent quelque chose de profond : par exemple, la chose la plus importante, c'est la maîtrise de la lecture, de l'écriture et de la langue française.

La chose essentielle pour compenser les différences d'origine sociale et culturelle, c'est de savoir si l'on maîtrise l'écrit ou l'expression orale, si l'on parle convenablement et un jour, peut-être, une langue élégante, en tout cas une langue efficace parce que je connais suffisamment d'enseignants de mathématiques et de scientifiques de haut niveau qui disent que, y compris pour les mathématiques et pour les sciences, la langue est la clef de tout, elle est la clef, la langue ! Si vous ne comprenez pas la consigne, vous ne pouvez pas faire l'exercice et s'il y a des professeurs de mathématiques dans la salle, je suis sûr qu'ils sont en accord avec ce que je dis.

Et dans la vie, comment vous identifie-t-on ? Comment manifestez-vous votre autorité, votre raisonnement ? Par la langue. Comment évitez-vous la violence ? La violence, c'est, en général, le fait d'enfants qui sont incapables d'exprimer leur frustration, leur colère, leur révolte et qui n'ont plus qu'une seule chose à faire, c'est cogner, déstabiliser, mettre en l'air la paix de la classe à laquelle ils appartiennent.

Si je n'avais qu'une seule chose à dire pour la révolution de l'école en France, je dirais concentrer tous les efforts et tous les moyens sur l'acquisition de la lecture, de l'écriture et de la langue française. Par exemple, prenons tous ensemble la décision que la moitié du temps scolaire à l'école primaire sera consacrée à l'enjeu essentiel de la maîtrise de l'écrit et de la maîtrise de l'oral et de la nuance de la langue.

Voyez-vous, mes amis... (...) ce changement, ce rétablissement, cette refondation de l'ordre des priorités, cela ne coûte pas un euro, comme ne coûtera pas un euro l'autre révolution que je considère comme essentielle, qui consiste, pour entraîner un mouvement de progrès dans les résultats obtenus par l'école française, à aller s'inspirer des méthodes suivies par ceux parmi les enseignants qui réussissent le mieux ! Parce que je suis persuadé que, si vous prenez les 5%, 10 % ou les 20 % les meilleurs, les plus efficaces, les plus expérimentés des enseignants français, alors vous aurez des résultats qui dépasseront, je vous le jure, les résultats des professeurs des pays scandinaves ou les résultats des professeurs coréens.

Je suis sûr que nous avons les ressources, mais ces ressources ne sont jamais mises en exploitation. Jamais personne ne va voir comment travaillent, comment pratiquent ceux des enseignants français qui réussissent le mieux.

C'est un métier dans lequel on est enfermé dans sa classe et dans lequel trop souvent ce qui est inspection s'apparente d'avantage au contrôle, quelquefois à la pression et jamais à la mise en valeur des résultats obtenus !

Je suis persuadé que l'on peut faire des bonds considérables en avant en faisant ce que font tous les corps de métier, toutes les corporations, qui est d'aller repérer ce qui marche le mieux et de le communiquer aux autres pour que chacun puisse faire le travail.

Mais encore faut-il que l'on reconstruise la formation des enseignants car s'il n'y a pas de formation, il n'y a pas de transmission pédagogique.

Si l'on veut gagner des moyens, j'ose à peine le dire parce que je vais, là aussi, me faire mal voir, il y a quelque chose qui va choquer un certain nombre de gens, mais tant pis je vais le dire... je trouve qu'il y a beaucoup trop d'heures de cours dans beaucoup de lycées et de collèges en France.

Là, j'ai un grand succès auprès des générations les plus jeunes... Non ? Il y a des protestations ?... J'ai un petit-fils qui est en seconde, il a 37 heures de cours par semaine. Voulez-vous me dire s'il y a un adolescent qui peut aisément... c'est vrai qu'il a pris deux options car il est passionné d'art plastique et, par tradition familiale, il a envie ou il reçoit une contrainte suffisante, de faire du latin ! Mais il a 37 heures de cours par semaine. Si vous ajoutez à ces 37 heures, qui sont déjà au-dessus de la norme obligatoire fixée par la loi du travail salarié en France, les devoirs qu'il faut faire, à quel

moment va-t-il trouver le temps de jouer au football ou de faire du sport ou de la musique parce qu'il est passionné de musique ?

Il y a une mauvaise organisation du temps de travail. Je propose que l'on y réfléchisse et que l'on essaie de rendre le temps scolaire utile au lieu d'avoir un temps scolaire écrasant et que les moyens qui seront dégagés ainsi, on les organise, à la liberté des établissements, en soutien sous la forme que l'on voudra aux élèves qui en ont le plus besoin.

Voilà des pistes pour l'enjeu essentiel de l'éducation, à laquelle j'ai donné une partie de ma vie, à laquelle un certain nombre de mes enfants ont décidé de donner leur vie, ce qui me rend très fier.

Je pense qu'il n'y a pas de pays qui peut se construire ni se reconstruire, il n'y a pas de pays développé comme la France qui puisse relever les défis qui sont devant lui s'il n'a pas la meilleure éducation possible et, s'agissant de notre pays, avec sa tradition, s'il ne reconquiert pas la meilleure éducation du monde.

C'est notre mission. La France s'est enfoncée ces quinze dernières années -je dis cela parce que j'ai quitté il y a quinze ans le ministère de l'Éducation nationale, et voyez que je suis d'une honnêteté scrupuleuse avec vous, vous ne pourrez pas me reprocher de manquer de franchise- dans les classements internationaux de sorte que nous sommes aujourd'hui parmi les pays de l'OCDE autour du 25<sup>ème</sup> rang pour la compréhension de l'écrit, pour le calcul 25<sup>ème</sup>... -et note en bas de page -celui qui s'exprime c'est le président et le fondateur de l'Association pour le développement et la promotion du calcul mental en France- j'ai voulu, quand j'étais ministre, supprimer les calculatrices aux examens en tout cas jusqu'à un certain niveau, mais l'Inspection générale ne me l'a pas laissé faire. Ce serait aujourd'hui, je pense que j'insisterais...- et pour les inégalités scolaires, 34<sup>ème</sup> sur 35 !

La France, le pays qui a eu la première université, le premier enseignement secondaire du monde, le pays où l'on venait de toute la surface de la planète pour former les élites... Nous nous sommes effondrés !

Eh bien je prends devant vous l'engagement que, Président de la République, je n'aurai de cesse que notre pays regagne les rangs qu'il a perdus et qu'il se retrouve assez vite dans le peloton de tête qu'il n'aurait jamais dû quitter.

Dernier sujet que je veux aborder devant vous pour la reconstruction de notre pays, pour qu'il retrouve un modèle, pour qu'il retrouve le modèle de société, non seulement sans lequel il recule, mais sans lequel il est malheureux car la France est un pays qui a des valeurs et, si ces valeurs sont écrasées, oubliées ou foulées au pied, alors le pays est malheureux :

J'imposerai, par l'élection présidentielle, et avec le soutien des Français, la moralisation de la vie publique sans laquelle on ne retrouvera pas la confiance dans notre pays.

Il y a dix sujets, peut-être douze sur lesquels, depuis des années, les responsables des deux partis qui se succèdent au pouvoir régulièrement, multiplient les déclarations la main sur le cœur. Ils vous disent que, naturellement, on va les régler : le cumul des mandats, l'interdiction du mélange des intérêts privés et des intérêts publics quand on est au pouvoir, un certain nombre de dérives dans le financement des partis politiques, la multiplication des soi-disant micro-partis qui ne sont pas autre chose que des moyens légaux de tourner la législation sur le financement politique, la reconnaissance du vote blanc qui me paraît si nécessaire pour que l'opinion des citoyens soit entendue même quand ils sont en désaccord avec le pouvoir ou avec l'offre politique qu'on leur propose.

Je vous le dis franchement, je préfère du vote blanc que du vote extrême, et c'est nécessaire qu'on puisse l'entendre pour le pouvoir.

J'ai réfléchi à ce sujet avec mes amis pendant dix ans, pendant quinze ans et j'ai fini par me convaincre et par conclure qu'il ne fallait pas attendre de ces deux partis qui exercent alternativement le monopole du pouvoir en France qu'ils réforment les abus parce que ce sont eux les principaux abuseurs et que donc, si l'on veut que cette page se tourne, si l'on veut en finir avec les affaires des uns et des autres, et elles sont multiples et encore plus ou encore davantage avec les raisons qui permettent ces affaires-là, alors il faut faire une seule chose, se tourner vers le peuple souverain.

C'est pour cela que, élu Président de la République le 6 mai, j'organiserai le jour du premier tour des élections législatives, le 10 juin, un référendum qui fera adopter par les Français directement une loi qui imposera que les réformes repoussées depuis des années entrent dans la réalité à cette date, et ainsi nous aurons réglé, en quatre semaines et un jour par un référendum que les spécialistes appellent référendum de l'article 11, c'est-à-dire adoption directe par les Français d'une loi dont on pense que les assemblées pourraient, je ne sais pas pourquoi, ne pas vouloir. Eh bien, les Français l'adopteront directement et elle entrera immédiatement en vigueur ce qui fait que, au mois de juin, la France pourra à nouveau recréer le lien de confiance entre les citoyens et leurs élus et personne ne pourra s'opposer à la décision souveraine du peuple.

Vous voyez, c'est ma conclusion, de quel changement on a besoin. On a besoin du grand et profond changement que les Français attendent depuis si longtemps. On a besoin d'une grande et profonde alternance démocratique, républicaine, respectueuse des citoyens, des grands courants d'opinion, modérée dans sa manière de voir les Français, pas excessive, pas passant son temps à dresser les uns contre les autres, à offrir les uns en cible aux autres. On a besoin d'un vrai changement parce que, excusez-moi de le dire, l'élection d'un socialiste à la présidence de la République, ce ne serait pas un changement, ce serait une restauration, on remettrait ceux qui étaient avant à la place de ceux qui les ont remplacés en attendant que, de nouveau, ils se refassent une santé dans l'opposition et que cela recommence.

Je propose que, pour une fois, le cycle des vases communicants -à toi le pouvoir une fois à moi le pouvoir une autre- s'arrête et que les Français le stoppent, que l'on entende la voix des Français dans cette élection et que l'on propose aux Français, en

effet, d'ouvrir une page nouvelle de leur Histoire, d'avoir un pouvoir qui sera un pouvoir impartial.

On dit quelquefois « François Bayrou, il a des qualités éminentes, mais il n'a pas de grand parti... ». Eh bien je veux le dire devant vous, ne pas avoir de grand parti, c'est une qualité éminente pour changer les choses et faire que, désormais, le président ne soit plus l'homme d'un parti, mais l'homme des citoyens.

Je vous le dis franchement, autant j'ai envie d'alternance pour la France, elle me paraît nécessaire et si j'osais le dire à voix basse, elle me paraît même acquise, autant je n'ai aucune envie que l'on se retrouve soumis à cette situation dans laquelle un seul parti, le Parti socialiste, aurait la majorité des petites communes la majorité des villes moyennes, la majorité des grandes villes, la majorité des Départements, la totalité ou presque des Régions, la majorité du Sénat, celle de l'Assemblée Nationale, le Gouvernement et la présidence de la République !

Je n'appelle pas cela, le changement démocratique dont nous avons besoin, je n'appelle pas cela le pluralisme que la France attend, je n'appelle pas cela le renouvellement des esprits qui doit être la marque de l'ère nouvelle qui va s'ouvrir au mois d'avril et au mois de mai.

Je suis heureux de vous avoir rencontrés,

Vive la République et vive la France !